

REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES

LRPS-2026-9205594

11 August 2026

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF)

Wishes to invite you to submit a proposal for

Etat des lieux de la vie scolaire en Tunisie et benchmark international comparatif

EMAILED proposals should be sent **only by email** to:

supplytunisia@unicef.org

IMPORTANT - ESSENTIAL INFORMATION

La référence LRPS-2026-9205594 doit figurer sur les emails contenant la proposition. Les propositions financières doivent être envoyées séparément et ne doivent pas être incluses dans la proposition technique.

a) l'offre technique doit être marquée comme suit : « LRPS-2026- 9205594 - Vie Scolaire- Offre technique ».

b) l'offre financière doit avoir comme objet : « LRPS-2026- 9205594 - Vie Scolaire - Offre financière »

Le formulaire de demande d'offre de prix de services ci-dessous (Page 3, 4, 5) doit être utilisé pour répondre à cette invitation. Vous êtes invités à le remplir, signer et joindre dans votre dossier de soumission.

Pour Toute demande de clarification ou d'information concernant cet appel à proposition doit être envoyée à l'adresse mail **wdaoud@unicef.org, ijmour@unicef.org au plus tard le 31 aout 2026.**

Les propositions doivent être reçues à l'adresse supplytunisia@unicef.org au plus tard à 23:59 (heure de Tunis) le 6 septembre 2026. Les offres reçues après la date et le temps stipulés seront invalidés.

Il est important que vous lisiez toutes les dispositions de la demande de proposition de services et les documents joints pour vous assurer que vous comprenez et respectez les exigences de l'UNICEF. Notez que la non-soumission de propositions conformes peut entraîner l'invalidation de votre proposition.

THIS REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES HAS BEEN:

Prepared By:

Mohamed Mezni

Date: 12-08-2026

Mohamed Mezni

(To be contacted for additional information, NOT FOR SENDING PROPOSALS)

Email : mmezni@unicef.org

Approved By:

Wassim Daoud

Date: 12-08-2026

Wassim Daoud

REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES FORM

This FORM must be completed, signed and returned to UNICEF.
Proposal must be made in accordance with the instructions contained in this Request for Proposal for Services (RFPS).

TERMS AND CONDITIONS OF CONTRACT

Any Contract resulting from this RFPS shall contain UNICEF General Terms and Conditions for Institutional and Corporate Contracts and any other Specific Terms and Conditions detailed in this RFPS.

INFORMATION

Any request for information regarding this RFPS must be forwarded by email to the person who prepared this document, with specific reference to the RFPS number.

The Undersigned, having read the Terms and Conditions of RFPS No. **LRPS-2026-9205594** set out in the attached document, hereby offers to execute the services specified in this document.

Currency of Proposal: _____

Validity of Proposal: _____

Please indicate which of the following Early Payment Discount Terms are offered by you:

10 Days 3.0% _____ 15 Days 2.5% _____ 20 Days 2.0% _____ 30 Days Net _____
Other _____

Declaration

The undersigned, being a duly authorized representative of the Company, represents and declares that:

1.	The Company and its Management ¹ have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of any of the following:	YES	NO
	a. fraud	☐	☐
	b. corruption	☐	☐
	c. conduct related to a criminal organisation	☐	☐
	d. money laundering or terrorist financing	☐	☐
	e. terrorist offences or offences linked to terrorist activities	☐	☐
	f. sexual exploitation and abuse;	☐	☐
	g. child labour, forced labour, human trafficking;	☐	☐
	h. irregularity (non-compliance with any legal or regulatory requirement applicable to the Company or its Management).	☐	☐

¹ #Management" means any person having powers of representation, decision-making or control over the Organization. This may include, for example, executive management and all other persons holding downstream managerial authority, anyone on the board of directors, and controlling shareholders.

2.	The Company and its Management have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of grave professional misconduct.	☐	☐
3.	The Company and its Management are not: bankrupt, subject to insolvency or winding-up procedures, subject to the administration of assets by a liquidator or a court, in an arrangement with creditors, subject to a legal suspension of business activities, or in any analogous situation arising from a similar procedure provided for under applicable national law.	☐	☐
4.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision finding them in breach of their obligations relating to the payment of taxes or social security contributions.	☐	☐
5.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found they created an entity in a different jurisdiction with the intent to circumvent fiscal, social or any other legal obligations in the jurisdiction of its registered office, central administration, or principal place of business (<i>creating a shell company</i>).	☐	☐
6.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found the Company was created with the intent referred to in point (5) (<i>being a shell company</i>).	☐	☐

The UNICEF reserves the right to disqualify the Company suspend or terminate any contract or other arrangement between the UNICEF and the Company, with immediate effect and without liability, in the event of any misrepresentation made by the Company in this Declaration.

It is the responsibility of the Company to immediately inform the UNICEF of any changes in the situations declared.

This Declaration is in addition to, and does not replace or cancel, or operate as a waiver of, any terms of contractual arrangements between the UNICEF and the Company.

Signature: _____

Date: _____

Name and Title: _____

Name of the Company: _____

UNGM #: _____

Postal Address: _____

Email: _____

Item	Service Description	Quantity	Unit	Unit Price	Price
10	vie Scolaire en Tunisie et Benchmark int				
	Etat des lieux de la vie scolaire en Tunisie et benchmark international comparatif				
	Vie Scolaire en Tunisie et benchmark int	1	EA		

SPECIAL NOTES

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) lance un appel à propositions pour le recrutement d'une entreprise chargée de réaliser un état des lieux de la vie scolaire en Tunisie ainsi qu'un benchmark comparatif international.

1. Contexte

Le ministère de l'Éducation a fait de la lutte contre l'échec et l'abandon scolaire particulièrement des adolescents, une de ses priorités, mentionnée dans le plan stratégique sectoriel. Plusieurs programmes ont été initiés depuis une décennie. En effet, malgré les efforts significatifs réalisés et les améliorations du système éducatif, la Tunisie continue de faire face à des défis majeurs. Entre 60,000 et 100 000 élèves quittent l'école chaque année, et environ 30,000 d'entre eux se retrouvent sans emploi, sans éducation ni formation, augmentant le nombre de NEETs (jeunes ni en emploi, ni en éducation, ni en formation).

La Tunisie a entrepris avec succès plusieurs réformes éducatives visant à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation. Cependant, des facteurs endogènes et exogènes continuent de compromettre l'efficacité du système éducatif. Les disparités économiques entre les familles, les taux élevés de redoublement notamment à partir du collège et les difficultés scolaires aggravées par le statut socio-économique sont parmi les principales causes identifiées. Les périodes de transition entre les différents niveaux d'éducation, en particulier du primaire au collège, sont des moments critiques où le risque de décrochage est plus élevé.

Un des derniers programmes mis en place par le ministère de l'Éducation pour lutter contre l'échec et l'abandon scolaire, le programme M4D (modèle intra scolaire à quatre dimensions de lutte contre l'échec et l'abandon scolaire) a montré comme la création d'une dynamique systémique au sein des établissements peut contribuer à réduire le décrochage scolaire en mettant en œuvre des mesures préventives et curatives. Articulé autour de plusieurs

composantes clés, dont un système d'alerte précoce (outil digital de suivi combinant des données administratives et des auto-déclarations pour identifier les élèves à risque de décrochage) et les Bureaux d'Écoute et d'Accompagnement (BEAE) qui offrent un soutien psychosocial et éducatif et un accompagnement personnalisé l'objectif et de prendre en charge précocement les enfants à risque. À côté des soutiens pédagogiques pour combler les retards d'apprentissage, un autre élément crucial sont les activités extrascolaires visant à renforcer les compétences de vie et l'engagement des élèves à travers des programmes non académiques qui visent à améliorer la vie scolaire.

La réforme de 2002 vise à renforcer l'acquisition de compétences au terme de l'enseignement de base et introduit une approche fondée sur les aptitudes dans le cursus scolaire. Les manuels scolaires sont modifiés en conséquence. Conformément à l'article 2 de cette nouvelle loi, l'élève est placé au centre de l'action éducative et, désormais, la tâche de l'école est de former des citoyens qui apprennent à agir, à être et à vivre avec les autres. Témoin de ce paradigme, le concept de « vie scolaire » se concrétise dans un décret deux années plus tard, en tant que « cadre approprié pour le développement de la personnalité de l'élève et de ses dons, pour l'exercice du vivre ensemble et pour le développement des relations éducatives ». Aux apprentissages sont couplés des programmes culturels, sociaux, sportifs et de loisir.

Dans cette dynamique, la vie scolaire constitue un cadre transversal essentiel permettant d'assurer la cohérence, l'articulation et l'impact des différentes interventions au niveau des établissements. Elle joue un rôle central dans la création d'un environnement scolaire favorable, sécurisant et inclusif, propice à l'engagement des élèves, au renforcement du climat scolaire et à la prévention des situations de décrochage, de la violence et de lutte contre les phénomènes émergents. En effet, au-delà des dispositifs spécifiques, la qualité de la vie scolaire conditionne largement la capacité des établissements à repérer précocement les difficultés, à mobiliser les acteurs éducatifs et à accompagner les élèves de manière globale et continue.

Toutefois, malgré l'existence de plusieurs initiatives contribuant directement ou indirectement à la vie scolaire, celle-ci demeure insuffisamment structurée et formalisée à l'échelle nationale.

Les pratiques liées à l'animation de la vie scolaire, à la participation des élèves, à la gestion du climat scolaire, à l'accompagnement éducatif et psychosocial ou encore à la coordination avec les partenaires externes varient considérablement d'un établissement à l'autre. Cette hétérogénéité limite la lisibilité du rôle de la vie scolaire, entrave la capitalisation des expériences réussies et réduit l'efficacité globale des interventions.

Par ailleurs, la vie scolaire reste souvent perçue comme un ensemble d'activités périphériques, alors qu'elle constitue un levier stratégique pour renforcer le sentiment d'appartenance à l'école, prévenir les comportements à risque, soutenir la santé mentale et favoriser le

développement des compétences de vie¹, notamment chez les adolescents les plus vulnérables. L'absence d'un état des lieux national actualisé et partagé ne permet pas, à ce stade, d'apprécier de manière objective le niveau de structuration de la vie scolaire en Tunisie, ni d'identifier clairement les lacunes, les besoins prioritaires et les opportunités d'amélioration.

Pour répondre à cette situation, le Plan stratégique 2025-2035 "Transformer l'éducation et réinventer l'apprentissage", élaboré dans le cadre de l'adhésion de la Tunisie au Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), prévoit un programme spécifique dédié au développement de la vie scolaire.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de réaliser, en premier lieu, une analyse approfondie de la situation actuelle relative à la vision, à l'organisation et à la mise en œuvre de la vie scolaire, en tant que cadre intégrateur des actions éducatives, psychosociales et extrascolaires. Cette analyse devra permettre, d'une part, de documenter les pratiques existantes, les mécanismes en place et leur articulation avec les orientations du plan stratégique ; et, d'autre part, d'identifier des pistes concrètes pour renforcer, structurer et harmoniser la vie scolaire de manière cohérente, équitable et durable sur l'ensemble du territoire.

L'objectif final est d'appuyer le Ministère de l'Éducation dans l'élaboration d'un plan budgétisé de développement de la vie scolaire, aligné sur les priorités nationales et les besoins des établissements scolaires. Parallèlement, l'examen d'expériences internationales menées dans des pays confrontés à des défis similaires permettra de dégager des enseignements utiles pour nourrir la réflexion nationale et inspirer l'évolution de la vie scolaire en Tunisie. Cette démarche contribuera aux objectifs de prévention de l'échec et de l'abandon scolaire, de prévention de la violence en milieu scolaire, ainsi que de réponse aux phénomènes émergents affectant le bien-être, l'engagement et le parcours des élèves.

2. Objectifs:

La présente consultation vise à analyser, la situation actuelle en termes de vision et de mise en œuvre de la vie scolaire en Tunisie en vue d'améliorer le climat scolaire, le bien-être des élèves et leur engagement éducatif, et de renforcer le rôle de la vie scolaire comme levier central de prévention de l'échec et de l'abandon scolaire, de la violence et de lutte contre les phénomènes émergents au sein des établissements.

Objectifs généraux

1. Réaliser un état des lieux national de la vie scolaire en Tunisie, en termes de vision (aux niveaux central et déconcentré) et de mise en œuvre, en analysant les dispositifs existants, les pratiques, les acteurs impliqués et les mécanismes de coordination aux niveaux national, régional et des établissements, sur la base d'un échantillonnage.

2. Identifier les forces, les lacunes et les disparités territoriales dans l'organisation et la mise en œuvre de la vie scolaire, ainsi que les besoins prioritaires d'amélioration et de structuration.

3. Identifier des bonnes pratiques en Tunisie qui peuvent inspirer la structuration future de la vie scolaire. Réaliser un benchmark international comparatif de la vie scolaire dans des pays présentant des contextes socio-éducatifs comparables à celui de la Tunisie, afin d'identifier des stratégies, modèles et mécanismes pertinents, incluant une analyse de la pertinence des bonnes pratiques internationales au contexte tunisien, en tenant compte des réalités institutionnelles, sociales et éducatives nationales.

4. Formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles pour l'élaboration d'un plan

budgetisé de développement de la vie scolaire.

Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agit de :

1. Analyser le fonctionnement actuel de la vie scolaire en prenant en compte le cadre juridique et la mise en œuvre dans les établissements scolaires sélectionnés (en tenant compte des milieux et réalités géographiques et socio-économiques), y compris les activités éducatives et extrascolaires, l'accompagnement psychosocial, la participation des élèves et la gestion du climat scolaire. Tenir compte de la valeur ajoutée de ces activités pour la promotion des compétences de vie.
2. Analyser l'articulation entre la vie scolaire et le développement des compétences de vie et son rôle dans la prévention de la violence et de lutte contre les phénomènes émergents.
3. Identifier les rôles et responsabilités des différents acteurs de la vie scolaire (direction, enseignants, personnels éducatifs et psychosociaux, élèves, partenaires externes) et les mécanismes d'organisation existants.
4. Mettre en évidence les pratiques prometteuses et innovantes en matière de vie scolaire pouvant être valorisées et mises à l'échelle au niveau national.
5. Tirer des enseignements des expériences internationales en matière d'organisation, de gouvernance et d'animation de la vie scolaire, en particulier dans des contextes marqués par des défis similaires de décrochage scolaire.
6. Proposer des orientations concrètes pour l'élaboration ou l'ajustement d'un cadre national de la vie scolaire, intégrant les dimensions de bien-être, d'inclusion, de participation des élèves, de développement des compétences de vie et de prévention du décrochage scolaire, de la violence et de lutte contre les phénomènes émergents.

3. Lieu et Durée

le bureau d'étude sera engagé par l'UNICEF pour une durée de 60 jours répartis sur une période de 6 mois à partir de la signature du contrat.

4. Composition du dossier de soumission:

Le soumissionnaire est prié de fournir :

- La copie du registre national de l'entreprise une copie d'immatriculation fiscale de la société
- Le formulaire de soumission renseigné, signé et cacheté (Page 3,4,5 du LRPS-26-).
- Inscrit à l'UNGM - Sinon, les entreprises sont encouragées à s'inscrire sur le lien suivant vers l'UNGM : <https://www.ungm.org/Account/Registration>

4.1. Proposition technique

La proposition technique, d'un maximum de huit pages, devra comprendre :

- La compréhension du contexte et des résultats attendus de la mission ;
- Les objectifs spécifiques et la méthodologie proposée pour l'atteinte des résultats ;
- La démarche de travail envisagée, y compris les outils et les approches participatives à mobiliser ;
- Le plan d'activités détaillant la séquence de travail et les principaux livrables ;
- Un chronogramme indicatif précisant les missions de terrain, les ateliers prévus et les dates de remise des livrables ;
- Les documents justificatifs permettant d'attester les expériences déclarées, notamment les copies des attestations de bonne exécution, les certificats de satisfaction ou tout autre document probant ;
- Une description de la composition de l'équipe précisant les rôles et responsabilités de chaque membre ;

- Les Curriculum Vitae (CV) détaillés de tous les experts proposés, indiquant notamment leurs noms, coordonnées, diplômes, expériences pertinentes et références professionnelles ;
- L'indication claire du/de la chef(fe) d'équipe ou coordinateur(trice), qui sera le point focal vis-à-vis de l'UNICEF pendant toute la durée de la mission.

4.2. Proposition financière

La proposition financière devra être présentée séparément de la proposition technique et comprendre :

- Les honoraires, exprimés en jours-personnes et en taux journalier, ventilés par profil et par activité ;
- Les frais remboursables distincts, notamment les frais de voyage et/ou de déplacement hors du Grand Tunis, conformément à la grille de remboursement des Nations Unies ;
- Un budget total clair et détaillé.

5. Processus de soumission :

Les offres doivent être soumises exclusivement par courrier électronique à l'adresse supplytunisia@unicef.org, en indiquant clairement la référence de l'appel d'offres dans l'objet du message.

Toute offre reçue par l'UNICEF après la date limite de soumission sera automatiquement rejetée.

Lorsque la taille des fichiers dépasse la capacité autorisée par la messagerie électronique, les soumissionnaires sont priés de transmettre leur offre en plusieurs e-mails clairement numérotés. Les soumissions transmises au moyen de liens de téléchargement ou de partage de fichiers ne seront pas acceptées.

6.Processus d'evaluation

Seuls les bureaux d'études ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à 70 points sur 100 seront admis à l'étape de l'évaluation financière. Les offres financières des soumissionnaires n'ayant pas atteint ce seuil technique ne seront ni ouvertes ni prises en considération.

L'offre financière la moins-disante obtiendra le score financier maximal de 30 points.

La note globale des soumissionnaires techniquement qualifiés sera calculée en combinant la note technique, pondérée à 70 %, et la note financière, pondérée à 30 %. La sélection sera effectuée sur la base de la note globale obtenue, et le contrat sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu la note globale la plus élevée.

SECTION A : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

1. PRÉSENTATION ET REMISE DES SOUMISSIONS

1.1 Les soumissions doivent être remises selon les modalités définies plus haut dans le présent dossier d'appel d'offres. Il convient donc de suivre les consignes détaillées fournies à cet égard dans les paragraphes 1.6.

1.2 Le formulaire de soumission doit être signé et joint à la soumission. Il doit être signé par un représentant dûment autorisé de la société soumissionnaire.

1.3 Le numéro de l'appel d'offres doit être clairement indiqué sur la soumission.

1.4 Les soumissionnaires sont priés de noter qu'une soumission peut être rejetée pour les motifs suivants :

- a) Erreur dans l'adresse électronique ;

- b) Réception après l'heure et la date de clôture prévues ;
- c) Présentation non conforme à celle définie dans l'appel d'offres.
- d) Envoi d'offres via un lien de stockage en ligne (cloud).

1.5.1 Voir le paragraphe 1.1 ci-dessus concernant l'applicabilité du présent paragraphe.

1.6 Soumissions envoyées par courrier électronique

1.6.1 Voir le paragraphe 1.1 ci-dessus concernant l'applicabilité du présent paragraphe.

1.6.2 Toutes les soumissions par courrier électronique doivent être envoyées à L'UNIQUE ADRESSE ÉLECTRONIQUE PRÉVUE À CET EFFET, qui est celle précisée dans le présent dossier d'appel d'offres. Aucun autre destinataire ne doit figurer en copie ou en copie cachée du courrier électronique contenant la soumission. Toute soumission qui ne respecte pas ces modalités est rejetée.

1.6.3 Toutes les soumissions par courrier électronique doivent être envoyées sous la forme de pièces jointes à ce courrier. Les liens électronique (par exemple vers des documents à télécharger dans des dossiers en nuage) ne sont pas acceptés, sauf si une demande spécifique est formulée à cet effet. Toute soumission sous forme de lien ou à télécharger à partir d'un lien est rejetée.

2. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

2.1 Les soumissions reçues avant la date et l'heure limites de clôture ne sont pas ouvertes. L'UNICEF les ouvre au moment annoncé et aucune soumission reçue ultérieurement n'est prise en considération.

2.2 L'UNICEF décline toute responsabilité en cas d'ouverture prématurée d'une soumission qui n'est pas envoyée au bon destinataire et qui ne peut pas être authentifiée.

3. ENREGISTREMENT SUR LE PORTAIL MONDIAL POUR LES FOURNISSEURS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

3.1 L'UNICEF est intégrée au Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies. Tous les soumissionnaires sont encouragés à devenir des fournisseurs de l'UNICEF en créant leur profil sur le site web du Portail (www.ungm.org).

4. AVIS D'ATTRIBUTION

4.1 L'UNICEF se réserve le droit de publier un avis sur l'issue d'un appel d'offres concernant un produit ou un service, l'attributaire et la valeur totale de l'attribution.

5. MODIFICATION DES PROPOSITIONS

- Aucune proposition ne peut être modifiée après la date et l'heure fixées pour la remise des propositions.
 - Avant l'ouverture des propositions, les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur proposition après notification écrite reçue par l'UNICEF.
 - L'email de retrait/modification devra indiquer la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT »
 - Une négligence de la part du soumissionnaire ne lui confère aucun droit pour le retrait de la proposition après l'ouverture.
 - L'UNICEF se réserve le droit d'écarter toute proposition présentant des effacements, ratures, surcharges, mentions complémentaires ou modifications portées principalement sur les textes originaux de l'ensemble des documents de l'appel à proposition.
- a) Erreur dans la proposition et correction

Il est attendu que les soumissionnaires examinent soigneusement leurs propositions et toutes les instructions concernant la prestation ou la proposition et de s'assurer que les montants sont corrects.

b) Eclaircissements à apporter aux propositions

La demande d'éclaircissements sur une proposition et la réponse qui lui est apportée seront formulées par email et aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, sauf si cela est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'UNICEF lors de l'évaluation des soumissions.

c) Droits de l'UNICEF

L'UNICEF se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition, quelle qu'elle soit. L'UNICEF se réserve le droit d'annuler la procédure de l'Appel à Proposition et d'écarter toutes les propositions, à un moment quelconque avant l'attribution des marchés, sans recours de responsabilité quelconque vis-à-vis du ou des soumissionnaires concernés et sans être tenu d'informer le ou les soumissionnaires affectés des raisons de sa décision.

L'UNICEF ne pourra pas être tenu responsable des dépenses que les soumissionnaires auront engagées pour préparer leurs réponses à l'appel à proposition.

d) Propriété de l'UNICEF

Pour cet appel à proposition, les demandes d'informations supplémentaires ainsi que les réponses et les propositions envoyées sont considérées propriété de l'UNICEF. Tout le matériel soumis en réponse à cet appel à proposition. Restera à l'UNICEF.

e) Langue de la proposition : Français

Soumissionner dans toute autre langue que celles indiquées dans l'appel à proposition. Annulera la proposition soumise.

f) La devise proposée est le TND pour les entreprises basées en Tunisie et l'USD pour celles basées en dehors de la Tunisie.

Soumissionner dans toute autre devise que celles indiquées dans l'appel à proposition annulera la proposition soumise.

g) Durée de la validité des propositions de prix à compter de la date de soumission : 90 jours après l'ouverture des offres

Dans des circonstances exceptionnelles, l'UNICEF pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de la proposition de prix au-delà de ce qui est indiqué dans ce document d'appel à proposition. Le soumissionnaire devra alors confirmer par écrit la prorogation sans pour autant apporter des modifications sur la proposition des prix.

4. PROCESSUS ET METHODES D'EVALUATION DES OFFRES

Le processus de sélection se déroulera en deux étapes :

4.1. Évaluation et notation de l'offre technique

L'évaluation et la notation de l'offre technique seront effectuées conformément aux critères définis dans les termes de référence et selon une grille de notation sur 100 points.

L'offre technique ne doit contenir aucune information relative aux prix des services proposés. La présence de toute information financière dans l'offre technique entraînera automatiquement le rejet de l'offre.

Pour être jugée techniquement conforme et accéder à l'étape de l'évaluation financière, l'offre technique doit obtenir une note minimale de 70 points sur 100.

4.2. Évaluation de l'offre financière

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise seront ouvertes et évaluées. Elles seront examinées afin de vérifier leur conformité aux termes de référence et aux exigences financières de l'UNICEF, puis comparées.

La note globale sera calculée selon une pondération de 70 % pour l'offre technique et de 30 % pour l'offre financière. La sélection sera effectuée sur la base de la note globale obtenue par chaque soumissionnaire techniquement qualifié.

4.2.a Détermination de la notation de l'offre financière :

L'offre financière sera notée sur un total de 30 points. Le maximum des points sera attribué à l'offre financière la moins disant et la note financière de chaque offre sera déterminée de la manière suivante :

$$(\text{Montant Offre financière la plus basse} \times 30) / \text{Montant offre financière considérée}$$

4.3 Détermination de la note finale et classement

La note finale de chaque soumissionnaire sera la somme de sa note technique et sa note financière. Les soumissionnaires seront classés par ordre de leur note finale.

INSTRUCTION TO PROPOSERS

1. MARKING AND RETURNING PROPOSALS

1.1 Proposals shall be submitted in the manner specified earlier in this solicitation document. Detailed submission guidance at paragraphs 1.7, 1.8 and/or 1.9 should then be followed accordingly.

1.2 The Bid Form/Request for Proposal for Services Form must be signed, and submitted together with the Proposal. The Bid Form/Request for Proposal for Services Form should be signed by the duly authorized representative of the submitting company.

1.3 Proposals must be clearly marked with the RFP(S) number and the name of the company submitting the Proposal.

1.4 Proposers should note that Proposals received in the following manner will be invalidated:

- a) with incorrect (as applicable) postal address, email address or fax number;
- b) received after the stipulated closing time and date;
- c) failure to quote in the currency(ies) stated in the RFP(S);
- d) in a different form than prescribed in the RFP(S).

1.5 Technical Proposal: The Technical Proposal should address the criteria and requirements outlined in this RFP(S), paying particular attention to its schedules/Terms of Reference/Statement of Work and its evaluation criteria. It is important to note that UNICEF actively welcomes innovative proposals and original solutions to the stated service/goods need.

NO PRICE INFORMATION SHOULD BE CONTAINED IN THE TECHNICAL PROPOSAL.

1.6 Price Proposal: The Price Proposal should be prepared in accordance with the requirements contained in the schedules/Terms of Reference/Statement of Work for this RFP(S).

1.7 Sealed Proposals (as applicable)

1.7.1 See paragraph 1.1 above concerning applicability of this paragraph.

1.7.2 The Proposal must be sent for the attention of unit/team and address as specified in this RFP/RFPS. Proposals not sent in this manner will be disqualified.

1.7.3 They must be clearly marked as follows:

* Outer sealed envelope:

Name of company

[RFP(S) NO.]

[NAME OF UNIT & UNICEF OFFICE ADDRESS]

* Inner sealed envelope - Technical Proposal (1 original and 2 copies): Name of company, RFP(S) number - technical proposal

* Inner sealed envelope - Price Proposal (1 original and 2 copies): Name of company, RFP(S) number - price proposal

No price information should be provided in the Technical Proposal.

Proposals received in any other manner will be invalidated.

1.7.4 In case of any discrepancy between an original and a copy, the original will prevail.

1.7.5 Any delays encountered in the mail delivery will be at the risk of the Proposer.

1.8 Faxed Proposals (as applicable)

1.8.1 See paragraph 1.1 above concerning applicability of this paragraph.

1.8.2 Faxed Proposals must be returned to the ONLY ACCEPTABLE FAX NUMBER for Proposals as specified in this RFP(S) Document. Proposers should note that Proposals received at any other fax number will be invalidated.

No price information should be provided in the Technical Proposal.

1.9 E-mailed Proposals (as applicable)

1.9.1 See paragraph 1.1 above concerning applicability of this paragraph.

1.9.2 All e-mailed Proposals must be submitted to the ONLY ACCEPTABLE E-MAIL ADDRESS as specified in this solicitation document. No other recipient should be "Cc" or "Bcc" in the e-mail submission. Proposals not sent in this manner will be disqualified.

1.9.3 All Proposals submitted by e-mail must be submitted as email attachments. The Technical Proposal and Price Proposal must be sent as separate attachments and clearly indicated as such in the file name (e.g. Company ABC Technical Proposal, Company ABC Price Proposal). Email links (e.g. to documents to be downloaded from cloud based folders) are not acceptable unless otherwise specifically requested. Proposals submitted as a link or through a link will be invalidated.

2. OPENING OF PROPOSALS

2.1 Proposals received prior to the stated closing time and date will be kept unopened. UNICEF will open Proposals when the specified time has arrived and no Proposal received thereafter will be considered.

2.2 UNICEF will accept no responsibility for the premature opening of a Proposal which is not properly addressed or identified.

2.3 In cases when a Public Opening is held, the invited proposers, or their authorized representative, may attend the public Proposal opening at the time, date and location specified in the RFP(S) documents.

3. UNGM REGISTRATION

3.1 UNICEF is part of the United Nations Global Marketplace(UNGM). Accordingly, all proposers are encouraged to become a UNICEF vendor by creating a vendor profile in the UNGM website: www.ungm.org

4. AWARD NOTIFICATION

4.1 UNICEF reserves the right to make a public notification of the outcome on an RFP(S) advising product/service, awarded supplier and total value of award.

ANNEX A

GENERAL TERMS AND CONDITIONS

GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF CONTRACT (Services)

Definitions and UNICEF Supply Website

1.1 In these General Terms and Conditions (Services), the following terms have the following meaning:

"Affiliates" means, with respect to the Contractor, any of its corporate affiliates or associates, including parent entities, subsidiaries, and other entities in which it owns a substantial interest.

"Confidential Information" means information or data that is designated as confidential at the time of exchange between the Parties or promptly identified as confidential in writing when furnished in intangible form or disclosed orally, and information, the confidential or proprietary nature of which, is or should be reasonably apparent from the inherent nature, quality or characteristics of such information.

"Contract" means the services contract that incorporates these General Terms and Conditions of Contract (Services). It includes contracts for services issued by UNICEF, whether or not they are issued under a long-term arrangement or similar contract.

"Contractor" means the contractor named in the Contract.

"Deliverables" means the work product and other output of the Services required to be delivered by Contractor as part of the Services, as specified in the relevant section of the Contract.

"Disabling Code" means any virus, back door, timer or other limiting routine, instruction or design, or other malicious, illicit or similar unrequested code that may have the consequence (whether by design or unintentionally) of disrupting, disabling, harming, circumventing security controls or otherwise impeding in any manner the normal operation or performance of (i) any software or service or (ii) any UNICEF information system or network.

"End User" means, in the event that the Services or Deliverables involve the use of any information systems, any and all UNICEF employees, consultants and other personnel and any other external users collaborating with UNICEF, in each case, authorized by UNICEF to access and use the Services and/or Deliverables.

"Fee" is defined in Article 3.1.

"Host Government" means a Government with which UNICEF has a programme of development cooperation, and includes a Government of a country in which UNICEF provides humanitarian assistance.

Contractor's "Key Personnel" are: (i) Personnel identified in the proposal as key individuals (as a minimum, partners, managers, senior auditors) to be assigned for participation in the performance of the Contract; (ii) Personnel whose resumes were submitted with the proposal; and (iii) individuals who are designated as key personnel by agreement of the Contractor and UNICEF during negotiations.

"Parties" means the Contractor and UNICEF together and a "Party" means each of the Contractor and UNICEF.

Contractor's "Personnel" means the Contractor's officials, employees, agents, individual sub-contractors and other representatives.

"Security Incident" means, with respect to any information system, service or network used in the delivery of the Services or Deliverables, one or more events that (a) indicates that the security of such information system, service, or network may have been breached or compromised and (b) that such breach or compromise could very likely compromise the security of UNICEF's Confidential Information or weaken or impair UNICEF's operations. Security Incident includes any actual, threatened or reasonably suspected unauthorized access to, disclosure of, use of or acquisition of UNICEF Data that compromises the security, confidentiality, or integrity of the UNICEF Data, or the ability of UNICEF or End Users to access the UNICEF Data.

"Services" means the services specified in the relevant section of the Contract.

"UNICEF Data" means any and all information or data in digital form or processed or held in digital form that (a) are provided to the Contractor by, or on behalf of, UNICEF and/or End Users under the Contract or through UNICEF's and/or End Users' use of the Services or in connection with the Services, or (b) are collected by the Contractor in the performance of the Contract.

"UNICEF Supply Website" means UNICEF's public access webpage available at http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html, as may be updated from time to time.

1.2 These General Terms and Conditions of Contract, UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud

and Corruption, UNICEF's Policy on Safeguarding (as updated from time to time), the UN Supplier Code of Conduct and UNICEF's Information Disclosure Policy referred to in the Contract, as well as other policies applicable to the Contractor, are publicly available on the UNICEF Supply Website. The Contractor represents that it has reviewed all such policies as of the effective date of the Contract.

2. Provision of Services and Deliverables; Contractor's Personnel; Sub-Contractors

Provision of Services and Deliverables

2.1 The Contractor will provide the Services and deliver the Deliverables in accordance with the scope of work set out in the Contract, including, but not limited to, the time for delivery of the Services and Deliverables, and to UNICEF's satisfaction. Except as expressly provided in the Contract, the Contractor will be responsible at its sole cost for providing all the necessary personnel, equipment, material and supplies and for making all arrangements necessary for the performance and completion of the Services and delivery of the Deliverables under the Contract.

2.2 The Contractor acknowledges that, other than as expressly set out in the Contract, UNICEF will have no obligation to provide any assistance to the Contractor and UNICEF makes no representations as to the availability of any facilities, equipment, materials, systems or licenses which may be helpful or useful for the fulfillment by the Contractor of its obligations under the Contract. If UNICEF provides access to and use of UNICEF premises, facilities or systems (whether on site or remotely) to the Contractor for the purposes of the Contract, the Contractor will ensure that its Personnel or sub-contractors will, at all times (a) use such access exclusively for the specific purpose for which the access has been granted and (b) comply with UNICEF's security and other regulations and instructions for such access and use, including, but not limited to, UNICEF's information security policies. The Contractor will ensure that only those of its Personnel that have been authorized by the Contractor, and approved by UNICEF, have access to UNICEF's premises, facilities or systems.

2.3 The Contractor will use its best efforts to accommodate reasonable requests for changes (if any) to the scope of work of the Services or time for provision of the Services or delivery of the Deliverables. If UNICEF requests any material change to the scope of work or time for delivery, UNICEF and the Contractor will negotiate any necessary changes to the Contract, including as to the Fee and the time schedule under the Contract. Any such agreed changes will become effective only when they are set out in a written amendment to the Contract signed by both UNICEF and the Contractor. Should the Parties fail to agree on any such changes within thirty (30) days, UNICEF will have the option to terminate the Contract without penalty notwithstanding any other provision of the Contract.

2.4 The Contractor will neither seek nor accept instructions from any entity other than UNICEF (or entities authorized by UNICEF to give instructions to the Contractor) in connection with the provision of the Services or development and delivery of the Deliverables.

2.5 Title to any equipment and supplies which may be provided to the Contractor by UNICEF, will remain with UNICEF. Such equipment and supplies will be returned to UNICEF at the conclusion of the Contract or when no longer needed by the Contractor in the same condition as when they were provided to the Contractor, subject to normal wear and tear. The Contractor will pay UNICEF the value of any loss of, damage to, or degradation of, the equipment and supplies beyond normal wear and tear.

Non-conforming Services and Consequences of Delay

2.6 If the Contractor determines it will be unable to provide the Services or deliver the Deliverables by the date stipulated in the Contract, the Contractor will (i) immediately consult with UNICEF to determine the most expeditious means for delivery of the Services and/or Deliverables; and (ii) take necessary action to expedite delivery of the Services and/or Deliverables, at the Contractor's cost (unless the delay is due to force majeure as defined in Article 6.8 below), if reasonably so requested by UNICEF.

2.7 The Contractor acknowledges that UNICEF may monitor the Contractor's performance under the Contract and may at any time evaluate the quality of the Services provided and the Deliverables to determine whether or not the Services and Deliverables conform to the Contract. The Contractor agrees to provide its full cooperation with such performance monitoring and evaluation, at no additional cost or expense to UNICEF, and will provide relevant information as reasonably requested by UNICEF, including, but not limited to, the date of receipt of the Contract, detailed status updates, costs to be charged and payments made by UNICEF or pending. Neither the evaluation of the Services and Deliverables, nor failure to undertake any such evaluation, will relieve the Contractor of any of its warranty or other obligations under the Contract.

2.8 If the Services or Deliverables provided by the Contractor do not conform to the requirements of the Contract or are delivered late or incomplete, without prejudice to any of its other rights and remedies, UNICEF can, at its option:

ANNEX A

GENERAL TERMS AND CONDITIONS

(a) by written notice, require the Contractor, at the Contractor's expense, to remedy its performance, including any deficiencies in the Deliverables, to UNICEF's satisfaction within thirty (30) days after receipt of UNICEF's notice (or within such shorter period as UNICEF may determine, in its sole discretion, is necessary as specified in the notice);

(b) require the Contractor to refund all payments (if any) made by UNICEF in respect of such non-conforming or incomplete performance;

(c) procure all or part of the Services and/or Deliverables from other sources, and require the Contractor to pay UNICEF for any additional cost beyond the balance of the Fee for such Services and Deliverables;

(d) give written notice to terminate the Contract for breach, in accordance with Article 6.1 below, if the Contractor fails to remedy the breach within the cure period specified in Article 6.1 or if the breach is not capable of remedy;

(e) require the Contractor to pay liquidated damages as set out in the Contract.

2.9 Further to Article 11.5 below, the Contractor expressly acknowledges that if UNICEF takes delivery of Services or Deliverables that have been delivered late or otherwise not in full compliance with the requirements of the Contract, this does not constitute a waiver of UNICEF's rights in respect of such late or non-compliant performance.

Contractor's Personnel and Sub-Contractors

2.10 The following provisions apply with regard to the Contractor's Personnel:

(a) The provisions of Article 7 (Ethical Standards) will apply to the Contractor's Personnel as expressly stated in Article 7.

(b) The Contractor will be responsible for the professional and technical competence of the Personnel it assigns to perform work under the Contract and will select professionally qualified, reliable and competent individuals who will be able to effectively perform the obligations under the Contract and who, while doing so, will respect the local laws and customs and conform to a high standard of moral and ethical conduct.

(c) The qualifications of any Personnel whom the Contractor may assign or may propose to assign to perform any obligations under the Contract will be substantially the same as, or better than, the qualifications of any personnel originally proposed by the Contractor.

(d) At any time during the term of the Contract, UNICEF can make a written request that the Contractor replace one or more of the assigned Personnel. UNICEF will not be required to give an explanation or justification for this request. Within seven (7) working days of receiving UNICEF's request for replacement the Contractor must replace the Personnel in question with Personnel acceptable to UNICEF. This provision also extends to Personnel of the Contractor who have "account manager" or "relationship manager" type functions.

(e) If one or more of Contractor's Key Personnel become unavailable, for any reason, for work under the Contract, the Contractor will (i) notify the UNICEF contracting authority at least fourteen (14) days in advance; and (ii) obtain the UNICEF contracting authority's approval prior to making any substitution of Key Personnel. In notifying the UNICEF contracting authority, the Contractor will provide an explanation of the circumstances necessitating the proposed replacement(s) and submit justification and qualification of replacement Personnel in sufficient detail to permit evaluation of the impact on the engagement.

(f) The approval of UNICEF of any Personnel assigned by the Contractor (including any replacement Personnel) will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The Contractor's Personnel, including individual sub-contractors, will not be considered in any respect as being the employees or agents of UNICEF.

(g) All expenses of the withdrawal or replacement of the Contractor's Personnel will, in all cases, be borne exclusively by the Contractor.

2.11 The Contractor will obtain the prior written approval and clearance of UNICEF for all institutional sub-contractors it proposes to use in connection with the Contract. The approval of UNICEF of a sub-contractor will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The terms of any sub-contract will be subject to, and will be construed in a manner that is fully in accordance with, all of the terms and conditions of the Contract.

2.12 The Contractor confirms that it has read UNICEF's Policy on Safeguarding (as updated from time to

time). The Contractor will ensure that its Personnel understand the notification requirements expected of them and will establish and maintain appropriate measures to promote compliance with such requirements. The Contractor will further cooperate with UNICEF's implementation of this policy.

2.13 The Contractor will supervise its Personnel and sub-contractors and will be fully responsible and liable for all Services performed by its Personnel and sub-contractors and for their compliance with the terms and conditions of the Contract.

2.14 The Contractor will comply with all applicable international standards and national labor laws, rules and regulations relating to the employment of national and international staff in connection with the Services, including, but not limited to, laws, rules and regulations associated with the payment of the employer's portions of income tax, insurance, social security, health insurance, worker's compensation, retirement funds, severance or other similar payments. Without limiting the provisions of this Article 2 or Article 4 below, the Contractor will be fully responsible and liable for, and UNICEF will not be liable for (a) all payments due to its Personnel and sub-contractors for their services in relation to the performance of the Contract; (b) any action, omission, negligence or misconduct of the Contractor, its Personnel and sub-contractors; (c) any insurance coverage which may be necessary or desirable for the purpose of the Contract; (d) the safety and security of the Contractor's Personnel and sub-contractors' personnel; or (e) any costs, expenses, or claims associated with any illness, injury, death or disability of the Contractor's Personnel and sub-contractors' personnel, it being understood that UNICEF will have no liability or responsibility with regard to any of the events referred to in this Article 2.14.

3. Fee; Invoicing; Tax Exemption; Payment Terms

3.1 The fee for the Services is the amount in the currency specified in the fee section of the Contract (the "Fee"), it being understood that such amount is specified in United States dollars unless otherwise expressly provided for in the fee section of the Contract. Unless expressly stated otherwise in the Contract, the Fee is inclusive of all costs, expenses, charges or fees that the Contractor may incur in connection with the performance of its obligations under the Contract; provided that, without prejudice to or limiting the provisions of Article 3.3 below, all duties and other taxes imposed by any authority or entity must be separately identified. It is understood and agreed that the Contractor will not request any change to the Fee after the Services or Deliverables have been provided and that the Fee cannot be changed except by written agreement between the Parties before the relevant Service or Deliverable is provided. UNICEF will not agree to changes to the Fee for modifications or interpretations of the scope of work if those modifications or interpretations of the scope of work have already been initiated by the Contractor. UNICEF will not be liable to pay for any work conducted or materials provided by the Contractor that are outside the scope of work or were not authorized in advance by UNICEF.

3.2 The Contractor will issue invoices to UNICEF only after the Contractor has provided the Services (or components of the Services) and delivered the Deliverables (or installments of the Deliverables) in accordance with the Contract and to UNICEF's satisfaction. The Contractor will issue (a) one (1) invoice in respect of the payment being sought, in the currency specified in the Contract and in English, indicating the Contract identification number listed on the front page of the Contract; and (b) provide a clear and specific description of the Services provided and Deliverables delivered, as well as supporting documentation for reimbursable expenses if any, in sufficient detail to permit UNICEF to verify the amounts stated in the invoice.

3.3 The Contractor authorizes UNICEF to deduct from the Contractor's invoices any amount representing direct taxes (except charges for utilities services) and customs restrictions, duties and charges of a similar nature in respect of articles imported or exported for UNICEF's official use in accordance with the exemption from tax in Article II, Section 7 of the Convention of the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946. In the event any governmental authority refuses to recognize this exemption from taxes, restrictions, duties or charges, the Contractor will immediately consult with UNICEF to determine a mutually acceptable procedure. The Contractor will provide full cooperation to UNICEF with regard to securing UNICEF's exemption from, or refund of amounts paid as, value-added taxes or taxes of a similar nature.

3.4 UNICEF will notify the Contractor of any dispute or discrepancy in the content or form of any invoice. With respect to disputes regarding only a portion of such invoice, UNICEF will pay the Contractor the amount of the undisputed portion in accordance with Article 3.5 below. UNICEF and the Contractor will consult in good faith to promptly resolve any dispute with respect to any invoice. Upon resolution of such dispute, any amounts that have not been charged in accordance with the Contract will be deducted from the invoice(s) in which they appear and UNICEF will pay any agreed remaining items in the invoice(s) in accordance with Article 3.5 within thirty (30) days after the final resolution of such dispute.

3.5 UNICEF will pay the uncontested amount of the Contractor's invoice within thirty (30) days of receiving both the invoice and the required supporting documents, as referred to in Article 3.2 above. The amount paid will reflect any discount(s) shown under the payment terms of the Contract. The Contractor will not be entitled to interest on any late payment or any sums payable under the Contract nor any accrued interest on payments

ANNEX A

GENERAL TERMS AND CONDITIONS

withheld by UNICEF in connection with a dispute. Payment will not relieve the Contractor of its obligations under the Contract and will not be deemed to be acceptance by UNICEF of, or waiver of any of UNICEF's rights with regard to, the Contractor's performance.

3.6 Each invoice will confirm the Contractor's bank account details provided to UNICEF as part of the Contractor's registration process with UNICEF. All payments due to the Contractor under the Contract will be made by electronic funds transfer to that bank account. It is the Contractor's responsibility to ensure that the bank details supplied by it to UNICEF are up-to-date and accurate and notify UNICEF in writing by an authorized representative of the Contractor of any changes in bank details together with supporting documentation satisfactory to UNICEF.

3.7 The Contractor acknowledges and agrees that UNICEF may withhold payment in respect of any invoice if, in UNICEF's opinion, the Contractor has not performed in accordance with the terms and conditions of the Contract, or if the Contractor has not provided sufficient documentation in support of the invoice.

3.8 UNICEF will have the right to set off, against any amount or amounts due and payable by UNICEF to the Contractor under the Contract, any payment, indebtedness or other claim (including, without limitation, any overpayment made by UNICEF to the Contractor) owing by the Contractor to UNICEF under the Contract or under any other contract or agreement between the Parties. UNICEF will not be required to give the Contractor prior notice before exercising this right of set-off (such notice being waived by the Contractor). UNICEF will promptly notify the Contractor after it has exercised such right of set-off, explaining the reasons for such set-off, provided, however, that the failure to give such notification will not affect the validity of such set-off.

3.9 Each of the invoices paid by UNICEF may be subject to a post-payment audit by UNICEF's external and internal auditors or by other authorised agents of UNICEF, at any time during the term of the Contract and for three (3) years after the Contract terminates. UNICEF will be entitled to a refund from the Contractor of amounts such audit or audits determine were not in accordance with the Contract regardless of the reasons for such payments (including but not limited to the actions or inactions of UNICEF staff and other personnel).

4. Representations and Warranties; Indemnification; Insurance

Representations and Warranties

4.1 The Contractor represents and warrants that as of the effective date and throughout the term of the Contract: (a) the Contractor has the full authority and power to enter into the Contract and to perform its obligations under the Contract and the Contract is a legal, valid and binding obligation, enforceable against it in accordance with its terms; (b) all of the information it has previously provided to UNICEF, or that it provides to UNICEF during the term of the Contract, concerning the Contractor and the provision of the Services and the delivering of the Deliverables is true, correct, accurate and not misleading; (c) it is financially solvent and is able to provide the Services to UNICEF in accordance with the terms and conditions of the Contract; (d) it has, and will maintain throughout the term of the Contract, all rights, licenses, authority and resources necessary, as applicable, to provide the Services and deliver the Deliverables to UNICEF's satisfaction and to perform its obligations under the Contract; (e) the work product is and will be original to the Contractor and does not and will not infringe any copyright, trademark, patent or other proprietary right of any third party; and (f) except as otherwise expressly stated in the Contract, it has not and will not enter into any agreement or arrangement that restrains or restricts any person's rights to use, sell, dispose of or otherwise deal with any Deliverable or other work resulting from the Services. The Contractor will fulfill its commitments with the fullest regard to the interests of UNICEF and will refrain from any action which may adversely affect UNICEF or the United Nations.

4.2 The Contractor further represents and warrants, as of the effective date and throughout the term of the Contract, that it and its Personnel and sub-contractors will perform the Contract and provide the Services and Deliverables (a) in a professional and workmanlike manner; (b) with reasonable care and skill and in accordance with the highest professional standards accorded to professionals providing the same or substantially similar services in a same industry; (c) with priority equal to that given to the same or similar services for the Contractor's other clients; and (d) in accordance with all laws, ordinances, rules, and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and the provision of the Services and Deliverables.

4.3 The representations and warranties made by the Contractor in Articles 4.1 and 4.2 above are made to and are for the benefit of (a) each entity (if any) that makes a direct financial contribution to UNICEF to procure the Services and Deliverables; and (b) each Government or other entity (if any) that receives the direct benefit of the Services and Deliverables.

Indemnification

4.4 The Contractor will indemnify, hold and save harmless and defend, at its own expense, UNICEF, its

officials, employees, consultants and agents, each entity that makes a direct financial contribution to UNICEF to procure the Services and Deliverables and each Government or other entity that receives the direct benefit of the Services and Deliverables, from and against all suits, claims, demands, losses and liability of any nature or kind, including their costs and expenses, by any third party and arising out of the acts or omissions of the Contractor or its Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract. This provision will extend to but not be limited to (a) claims and liability in the nature of workers' compensation, (b) product liability, and (c) any actions or claims pertaining to the alleged infringement of a copyright or other intellectual property rights or licenses, patent, design, trade-name or trade-mark arising in connection with the Deliverables or other liability arising out of the use of patented inventions or devices, copyrighted material or other intellectual property provided or licensed to UNICEF under the terms of the Contract or used by the Contractor, its Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

4.5 UNICEF will report any such suits, proceedings, claims, demands, losses or liability to the Contractor within a reasonable period of time after having received actual notice. The Contractor will have sole control of the defence, settlement and compromise of any such suit, proceeding, claim or demand, except with respect to the assertion or defence of the privileges and immunities of UNICEF or any matter relating to UNICEF's privileges and immunities (including matters relating to UNICEF's relations with Host Governments), which as between the Contractor and UNICEF only UNICEF itself (or relevant Governmental entities) will assert and maintain. UNICEF will have the right, at its own expense, to be represented in any such suit, proceeding, claim or demand by independent counsel of its own choosing.

Insurance

4.6 The Contractor will comply with the following insurance requirements:

(a) The Contractor will have and maintain in effect with reputable insurers and in sufficient amounts, insurance against all of the Contractor's risks under the Contract (including, but not limited to, the risk of claims arising out of or related to the Contractor's performance of the Contract), including the following:

(i) Insurance against all risks in respect of its property and any equipment used for the performance of the Contract;

(ii) General liability insurance against all risks in respect of the Contract and claims arising out of the Contract in an adequate amount to cover all claims arising from or in connection with the Contractor's performance under the Contract;

(iii) All appropriate workers' compensation and employer's liability insurance, or its equivalent, with respect to its Personnel and sub-contractors to cover claims for death, bodily injury or damage to property arising from the performance of the Contract; and

(iv) Such other insurance as may be agreed upon in writing between UNICEF and the Contractor.

(b) The Contractor will maintain the insurance coverage referred to in Article 4.6(a) above during the term of the Contract and for a period after the Contract terminates extending to the end of any applicable limitations period with regard to claims against which the insurance is obtained.

(c) The Contractor will be responsible to fund all amounts within any policy deductible or retention.

(d) Except with regard to the insurance referred to in paragraph (a)(iii) above, the insurance policies for the Contractor's insurance required under this Article 4.6 will (i) name UNICEF as an additional insured; (ii) include a waiver by the insurer of any subrogation rights against UNICEF; and (iii) provide that UNICEF will receive thirty (30) days' written notice from the insurer prior to any cancellation or change of coverage.

(e) The Contractor will, upon request, provide UNICEF with satisfactory evidence of the insurance required under this Article 4.6.

(f) Compliance with the insurance requirements of the Contract will not limit the Contractor's liability either under the Contract or otherwise.

Liability

4.7 The Contractor will pay UNICEF promptly for all loss, destruction or damage to UNICEF's property caused by the Contractor's Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

5. Intellectual Property and Other Proprietary Rights; Data Protection; Confidentiality

Intellectual Property and Other Proprietary Rights

ANNEX A

GENERAL TERMS AND CONDITIONS

5.1 Unless otherwise expressly provided for in the Contract:

(a) Subject to paragraph (b) of this Article 5.1, UNICEF will be entitled to all intellectual property and other proprietary rights including but not limited to patents, copyrights and trademarks, with regard to products, processes, inventions, ideas, know-how, documents, data and other materials ("Contract Materials") that (i) the Contractor develops for UNICEF under the Contract and which bear a direct relation to the Contract or (ii) are produced, prepared or collected in consequence of, or during the course of, the performance of the Contract. The term "Contract Materials" includes, but is not limited to, all maps, drawings, photographs, plans, reports, recommendations, estimates, documents developed or received by, and all other data compiled by or received by, the Contractor under the Contract. The Contractor acknowledges and agrees that Contract Materials constitute works made for hire for UNICEF. Contract Materials will be treated as UNICEF's Confidential Information and will be delivered only to authorized UNICEF officials on expiry or termination of the Contract.

(b) UNICEF will not be entitled to, and will not claim any ownership interest in, any intellectual property or other proprietary rights of the Contractor that pre-existed the performance by the Contractor of its obligations under the Contract, or that the Contractor may develop or acquire, or may have developed or acquired, independently of the performance of its obligations under the Contract. The Contractor grants to UNICEF a perpetual, non-exclusive, royalty-free license to use such intellectual property or other proprietary rights solely for the purposes of and in accordance with the requirements of the Contract.

(c) At UNICEF's request, the Contractor will take all necessary steps, execute all necessary documents and generally assist in securing such proprietary rights and transferring them (or, in the case, intellectual property referred to in paragraph (b) above, licensing) them to UNICEF in compliance with the requirements of the applicable law and of the Contract.

Confidentiality

5.2 Confidential Information that is considered proprietary by either Party or that is delivered or disclosed by one Party ("Discloser") to the other Party ("Recipient") during the course of performance of the Contract or in connection with the subject matter of the Contract will be held in confidence by the Recipient. The Recipient will use the same care and discretion to avoid disclosure of the Discloser's Confidential Information as the Recipient uses for its own Confidential Information and will use the Discloser's Confidential Information solely for the purpose for which it was disclosed to the Recipient. The Recipient will not disclose the Discloser's Confidential Information to any other party:

(a) except to those of its Affiliates, employees, officials, representatives, agents and sub-contractors who have a need to know such Confidential Information for purposes of performing obligations under the Contract; or

(b) unless the Confidential Information (i) is obtained by the Recipient from a third party without restriction; (ii) is disclosed by the Discloser to a third party without any obligation of confidentiality; (iii) is known by the Recipient prior to disclosure by the Discloser; or (iv) at any time is developed by the Recipient completely independently of any disclosures under the Contract.

5.3 If the Contractor receives a request for disclosure of UNICEF's Confidential Information pursuant to any judicial or law enforcement process, before any such disclosure is made, the Contractor (a) will give UNICEF sufficient notice of such request in order to allow UNICEF to have a reasonable opportunity to secure the intervention of the relevant national government to establish protective measures or take such other action as may be appropriate and (b) will so advise the relevant authority that requested disclosure. UNICEF may disclose the Contractor's Confidential Information to the extent required pursuant to resolutions or regulations of its governing bodies.

5.4 Subject to Article 5.3, the Contractor may not communicate at any time to any other person, Government or authority external to UNICEF, any information known to it by reason of its association with UNICEF that has not been made public, except with the prior written authorization of UNICEF; nor will the Contractor at any time use such information to private advantage.

Data Protection and Security

5.5 The Parties agree that, as between them, all UNICEF Data, together with all rights (including intellectual property and proprietary rights), title and interest to such UNICEF Data, will be the exclusive property of UNICEF, and the Contractor has a limited, nonexclusive license to access and use the UNICEF Data as provided in the Contract solely for the purpose of performing its obligations under the Contract. Except for the foregoing license, the Contractor will have no other rights, whether express or implied, in or to any UNICEF Data or its content.

5.6 The Contractor confirms that it has a data protection policy in place that meets all applicable data

protection standards and legal requirements and that it will apply such policy in the collection, storage, use, processing, retention and destruction of UNICEF Data. The Contractor will comply with any guidance or conditions on access and disclosure notified by UNICEF to Contractor in respect of UNICEF Data.

5.7 The Contractor will use its reasonable efforts to ensure the logical segregation of UNICEF Data from other information to the fullest extent possible. The Contractor will use safeguards and controls (such as administrative, technical, physical, procedural and security infrastructures, facilities, tools, technologies, practices and other protective measures) that are necessary and sufficient to meet the Contractor's confidentiality obligations in this Article 5 as they apply to UNICEF Data. At UNICEF's request, the Contractor will provide UNICEF with copies of the applicable policies and a description of the safeguards and controls that the Contractor uses to fulfil its obligations under this Article 5.7; provided that any such policies and description provided by the Contractor will be treated as the Contractor's Confidential Information under the Contract. UNICEF may assess the effectiveness of these safeguards, controls and protective measures and, at UNICEF's request, the Contractor will provide its full cooperation with any such assessment at no additional cost or expense to UNICEF. The Contractor will not, and will ensure that its Personnel will not, transfer, copy, remove or store UNICEF Data from a UNICEF location, network or system without the prior written approval of an authorized official of UNICEF.

5.8 Except as otherwise expressly stated in the Contract or with UNICEF's express prior written consent, the Contractor will not install any application or other software on any UNICEF device, network or system. The Contractor represents and warrants to UNICEF that the Services and Deliverables provided under the Contract will not contain any Disabling Code, and that UNICEF will not otherwise receive from the Contractor any Disabling Code in the performance of the Contract. Without prejudice to UNICEF's other rights and remedies, if a Disabling Code is identified, the Contractor, at its sole cost and expense, will take all steps necessary to: (a) restore and/or reconstruct any and all UNICEF Data lost by UNICEF and/or End Users as a result of Disabling Code; (b) furnish to UNICEF a corrected version of the Services without the presence of Disabling Codes; and (c) as needed, re-implement the Services.

5.9 In the event of any Security Incident, the Contractor will, as soon as possible following the Contractor's discovery of such Security Incident and at its sole cost and expense: (a) notify UNICEF of such Security Incident and of the Contractor's proposed remedial actions; (b) implement any and all necessary damage mitigation and remedial actions; and (c) as relevant, restore UNICEF's and, as directed by UNICEF, End Users' access to the Services. The Contractor will keep UNICEF reasonably informed of the progress of the Contractor's implementation of such damage mitigation and remedial actions. The Contractor, at its sole cost and expense, will cooperate fully with UNICEF's investigation of, remediation of, and/or response to any Security Incident. If the Contractor fails to resolve, to UNICEF's reasonable satisfaction, any such Security Incident, UNICEF can terminate the Contract with immediate effect.

Service Providers and Sub-Contractors

5.10 The Contractor will impose the same requirements relating to data protection and non-disclosure of Confidential Information, as are imposed upon the Contractor itself by this Article 5 of the Contract, on its service providers, subcontractors and other third parties and will remain responsible for compliance with such requirements by its service providers, subcontractors and other third parties.

End of Contract

5.11 Upon the expiry or earlier termination of the Contract, the Contractor will:

(a) return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information, including, but not limited to, UNICEF Data, or, at UNICEF's option, destroy all copies of such information held by the Contractor or its sub-contractors and confirm such destruction to UNICEF in writing; and

(b) will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in accordance with Article 5.1(a).

6. Termination; Force Majeure

Termination by Either Party for Material Breach

6.1 If one Party is in material breach of any of its obligations under the Contract, the other Party can give it written notice that within thirty (30) days of receiving such notice the breach must be remedied (if such breach is capable of remedy). If the breaching Party does not remedy the breach within the thirty (30) days' period or if the breach is not capable of remedy, the non-breaching Party can terminate the Contract. The termination will be effective thirty (30) days after the non-breaching Party gives the breaching Party written notice of termination. The initiation of conciliation or arbitral proceedings in accordance with Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes) below will not be grounds for termination of the Contract.

ANNEX A

GENERAL TERMS AND CONDITIONS

Additional Termination Rights of UNICEF

6.2 In addition to the termination rights under Article 6.1 above, UNICEF can terminate the Contract with immediate effect upon delivery of a written notice of termination, without any liability for termination charges or any other liability of any kind:

- (a) in the circumstances described in, and in accordance with, Article 7 (Ethical Standards); or
- (b) if the Contractor breaches any of the provisions of Articles 5.2-5.11 (Confidentiality; Data Protection and Security); or
- (c) if the Contractor (i) is adjudged bankrupt, or is liquidated, or becomes insolvent, or applies for a moratorium or stay on any payment or repayment obligations, or applies to be declared insolvent, (ii) is granted a moratorium or a stay, or is declared insolvent, (iii) makes an assignment for the benefit of one or more of its creditors, (iv) has a receiver appointed on account of the insolvency of the Contractor, (v) offers a settlement in lieu of bankruptcy or receivership or (vi) has become, in UNICEF's reasonable judgment, subject to a materially adverse change in its financial condition that threatens to substantially affect the ability of the Contractor to perform any of its obligations under the Contract.

6.3 In addition to the termination rights under Article 6.1 and Article 6.2 above, UNICEF can terminate the Contract at any time by providing written notice to the Contractor in any case in which UNICEF's mandate applicable to the performance of the Contract or UNICEF's funding applicable to the Contract is curtailed or terminated, whether in whole or in part. UNICEF can also terminate the Contract on sixty (60) day's written notice to the Contractor without having to provide any justification.

6.4 As soon as it receives a notice of termination from UNICEF, the Contractor will take immediate steps to bring the performance of any obligations under the Contract to a close in a prompt and orderly manner, and in doing so, reduce expenses to a minimum, and will not undertake any further or additional commitments as of and following the date it receives the termination notice. In addition, the Contractor will take any other action that may be necessary, or that UNICEF may direct in writing, in order to minimise losses or protect and preserve any property, whether tangible or intangible, related to the Contract that is in the possession of the Contractor and in which UNICEF has or may be reasonably expected to acquire an interest.

6.5 If the Contract is terminated by either Party, the Contractor will immediately deliver to UNICEF any finished work which has not been delivered and accepted prior to the receipt of a notice of termination, together with any data, materials or work-in-process related specifically to the Contract. If UNICEF obtains the assistance of another party to continue the Services or complete any unfinished work, the Contractor will provide its reasonable cooperation to UNICEF and such party in the orderly migration of Services and transfer of any Contract-related data, materials and work-in-process. The Contractor will at the same time return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information and will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in accordance with Article 5.

6.6 If the Contract is terminated by either Party no payment will be due from UNICEF to the Contractor except for Services and Deliverables provided to UNICEF's satisfaction in accordance with the Contract, but only if such Services and Deliverables were required or requested before the Contractor's receipt of the notice of termination or, in the case of termination by the Contractor, the effective date of such termination. The Contractor will have no claim for any further payment beyond payments in accordance with this Article 6.6, but will remain liable to UNICEF for all loss or damages which may be suffered by UNICEF by reason of the Contractor's default (including but not limited to cost of the purchase and delivery of replacement or substitute Services or Deliverables).

6.7 The termination rights in this Article 6 are in addition to all other rights and remedies of UNICEF under the Contract.

Force Majeure

6.8 If one Party is rendered permanently unable, wholly, or in part, by reason of force majeure to perform its obligations under the Contract, the other Party may terminate the Contract on the same terms and conditions as are provided for in Article 6.1 above, except that the period of notice will be seven (7) days instead of thirty (30) days. "Force majeure" means any unforeseeable and irresistible events arising from causes beyond the control of the Parties, including acts of nature, any act of war (whether declared or not), invasion, revolution, insurrection, terrorism or other acts of a similar nature or force. "Force majeure" does not include (a) any event which is caused by the negligence or intentional action of a Party; (b) any event which a diligent party could reasonably have been expected to take into account and plan for at the time the Contract was entered into; (c) the insufficiency of funds, inability to make any payment required under the Contract, or any economic conditions, including but not limited to inflation, price escalations, or labour availability; or (d) any event

resulting from harsh conditions or logistical challenges for the Contractor (including civil unrest) associated with locations at which UNICEF is operating or is about to operate or is withdrawing from, or any event resulting from UNICEF's humanitarian, emergency, or similar response operations.

7. Ethical Standards

7.1 Without limiting the generality of Article 2 above, the Contractor will be responsible for the professional and technical competence of its Personnel including its employees and will select, for work under the Contract, reliable individuals who will perform effectively in the implementation of the Contract, respect the local laws and customs, and conform to a high standard of moral and ethical conduct.

7.2 (a) The Contractor represents and warrants that no official of UNICEF or of any United Nations System organisation has received from or on behalf of the Contractor, or will be offered by or on behalf of the Contractor, any direct or indirect benefit in connection with the Contract, including the award of the Contract to the Contractor. Such direct or indirect benefit includes, but is not limited to, any gifts, favours or hospitality.

(b) The Contractor represents and warrants that the following requirements with regard to former UNICEF officials have been complied with and will be complied with:

(i) During the one (1) year period after an official has separated from UNICEF, the Contractor may not make a direct or indirect offer of employment to that former UNICEF official if that former UNICEF official was, during the three years prior to separating from UNICEF, involved in any aspect of a UNICEF procurement process in which the Contractor has participated.

(ii) During the two (2) year period after an official has separated from UNICEF, that former official may not, directly or indirectly on behalf of the Contractor, communicate with UNICEF, or present to UNICEF, about any matters that were within such former official's responsibilities while at UNICEF.

(c) The Contractor further represents that, in respect of all aspects of the Contract (including the award of the Contract by UNICEF to the Contractor and the selection and awarding of sub-contracts by the Contractor), it has disclosed to UNICEF any situation that may constitute an actual or potential conflict of interest or could reasonably be perceived as a conflict of interest.

7.3 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates, or Personnel or directors, is subject to any sanction or temporary suspension imposed by any United Nations System organisation or other international inter-governmental organisation. The Contractor will immediately disclose to UNICEF if it or any of its Affiliates or Personnel or directors, becomes subject to any such sanction or temporary suspension during the term of the Contract.

7.4 The Contractor will (a) observe the highest standard of ethics; (b) use its best efforts to protect UNICEF against fraud, in the performance of the Contract; and (c) comply with the applicable provisions of UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption. In particular, the Contractor will not engage, and will ensure that its Personnel, agents and sub-contractors do not engage, in any corrupt, fraudulent, coercive, collusive or obstructive conduct as such terms are defined in UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption.

7.5 The Contractor will, during the term of the Contract, comply with (a) all laws, ordinances, rules and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and (b) the standards of conduct required under the UN Supplier Code of Conduct (available at the United Nations Global Marketplace website - www.ungm.org).

7.6 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates is engaged, directly or indirectly, (a) in any practice inconsistent with the rights set out in the Convention on the Rights of the Child, including Article 32, or the International Labour Organisation's Convention Concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour, No. 182 (1999); or (b) in the manufacture, sale, distribution, or use of anti-personnel mines or components utilised in the manufacture of anti-personnel mines.

7.7 The Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prevent sexual exploitation or abuse of anyone by its Personnel including its employees or any persons engaged by the Contractor to perform any services under the Contract. For these purposes, sexual activity with any person less than eighteen years of age, regardless of any laws relating to consent, will constitute the sexual exploitation and abuse of such person. In addition, the Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prohibit its Personnel including its employees or other persons engaged by the Contractor, from exchanging any money, goods, services, or other things of value, for sexual favours or activities or from engaging in any sexual activities that are exploitive or degrading to any person. This provision constitutes an essential term of the Contract and any breach of this representation and warranty will

ANNEX A

GENERAL TERMS AND CONDITIONS

entitle UNICEF to terminate the Contract immediately upon notice to the Contractor, without any liability for termination charges or any other liability of any kind.

7.8 The Contractor will inform UNICEF as soon as it becomes aware of any incident or report that is inconsistent with the undertakings and confirmations provided in this Article 7.

7.9 The Contractor acknowledges and agrees that each of the provisions in this Article 7 constitutes an essential term of the Contract.

(a) UNICEF will be entitled, in its sole discretion and at its sole choice, to suspend or terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor with immediate effect upon written notice to the Contractor if: (i) UNICEF becomes aware of any incident or report that is inconsistent with, or the Contractor breaches any of, the undertakings and confirmations provided in this Article 7 or the equivalent provisions of any contract between UNICEF and the Contractor or any of the Contractor's Affiliates, or (ii) the Contractor or any of its Affiliates, or Personnel or directors becomes subject to any sanction or temporary suspension described in Article 7.3 during the term of the Contract.

(b) In the case of suspension, if the Contractor takes appropriate action to address the relevant incident or breach to UNICEF's satisfaction within the period stipulated in the notice of suspension, UNICEF may lift the suspension by written notice to the Contractor and the Contract and all other affected contracts will resume in accordance with their terms. If, however, UNICEF is not satisfied that the matters are being adequately addressed by the Contractor, UNICEF may at any time, exercise its right to terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor.

(c) Any suspension or termination under this Article 7 will be without any liability for termination or other charges or any other liability of any kind.

8. Full Cooperation with Audits And Investigations

8.1 From time to time, UNICEF may conduct inspections, post-payment audits or investigations relating to any aspect of the Contract including but not limited to the award of the Contract, the way in which the Contract operates or operated, and the Parties' performance of the Contract generally and including but not limited to the Contractor's compliance with the provisions of Article 7 above. The Contractor will provide its full and timely cooperation with any such inspections, post-payment audits or investigations, including (but not limited to) making its Personnel and any relevant data and documentation available for the purposes of such inspections, post-payment audits or investigations, at reasonable times and on reasonable conditions, and granting UNICEF and those undertaking such inspections, post-payment audits or investigations access to the Contractor's premises at reasonable times and on reasonable conditions in connection with making its Personnel and any relevant data and documentation available. The Contractor will require its sub-contractors and its agents, including, but not limited to, the Contractor's attorneys, accountants or other advisers, to provide reasonable cooperation with any inspections, post-payment audits or investigations carried out by UNICEF.

9. Privileges and Immunities; Settlement of Disputes

9.1 Nothing in or related to the Contract will be deemed a waiver, express or implied, deliberate or inadvertent, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including UNICEF and its subsidiary organs, under the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946, or otherwise.

9.2 The terms of the Contract will be interpreted and applied without application of any system of national or sub-national law.

9.3 The Parties will use their best efforts to settle amicably any dispute, controversy or claim arising out of, or relating to the Contract. Where the Parties wish to seek such an amicable settlement through conciliation, the conciliation will take place in accordance with the UNCITRAL Conciliation Rules then in force, or according to such other procedure as may be agreed between the Parties. Any dispute, controversy or claim between the Parties arising out of the Contract which is not resolved within ninety (90) days after one Party receives a request from the other Party for amicable settlement can be referred by either Party to arbitration. The arbitration will take place in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules then in force. The venue of the arbitration will be New York, NY, USA. The arbitral proceedings will be conducted in English. The decisions of the arbitral tribunal will be based on general principles of international commercial law. The arbitral tribunal will have no authority to award punitive damages. In addition, the arbitral tribunal will have no authority to award interest in excess of the United States Federal Reserve Bank of New York's Secured Overnight Financing Rate (SOFR) then prevailing and any such interest will be simple interest only. In light of the privileges and immunities of UNICEF, references in the UNCITRAL Arbitration Rules to the place of arbitration shall connote only the actual location for the arbitral proceedings but shall not mean the "seat" or "juridical seat" or "juridical place" for such proceedings. The Parties will be bound by any arbitration award rendered as a result

of such arbitration as the final adjudication of any such controversy, claim or dispute.

10. Notices

10.1 Any notice, request or consent required or permitted to be given or made pursuant to the Contract will be in writing, and addressed to the persons listed in the Contract for the delivery of notices, requests or consents. Notices, requests or consents will be delivered in person, by registered mail, or by confirmed email transmission. Notices, requests or consents will be deemed received upon delivery (if delivered in person), upon signature of receipt (if delivered by registered mail) or twenty-four (24) hours after confirmation of receipt is sent from the addressee's email address (if delivered by confirmed email transmission).

10.2 Any notice, document or receipt issued in connection with the Contract must be consistent with the terms and conditions of the Contract and, in case of any ambiguity, discrepancy or inconsistency, the terms and conditions of the Contract will prevail.

10.3 All documents that comprise the Contract, and all documents, notices and receipts issued or provided pursuant to or in connection with the Contract, will be deemed to include, and will be interpreted and applied consistently with, the provisions of Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes).

11. Other Provisions

11.1 The Contractor acknowledges UNICEF's commitment to transparency as outlined in UNICEF's Information Disclosure Policy and confirms that it consents to UNICEF's public disclosure of the terms of the Contract should UNICEF so determine and by whatever means UNICEF determines.

11.2 The failure of one Party to object to or take affirmative action with respect to any conduct of the other Party which is in violation of the terms of the Contract will not constitute and will not be construed to be a waiver of the violation or breach, or of any future violation, breach or wrongful conduct.

11.3 The Contractor will be considered as having the legal status of an independent contractor as regards UNICEF. Nothing contained in the Contract will be construed as making the Parties principal and agent or joint venturers.

11.4 The Contractor will not, without the prior written consent of UNICEF, assign, transfer, pledge or make other disposition of the Contract, or of any part of the Contract, or of any of the Contractor's rights or obligations under the Contract.

11.5 No grant of time to the Contractor to cure a default under the Contract, nor any delay or failure by UNICEF to exercise any other right or remedy available to UNICEF under the Contract, will be deemed to prejudice any rights or remedies available to UNICEF under the Contract or constitute a waiver of any rights or remedies available to UNICEF under the Contract.

11.6 The Contractor will not seek or file any lien, attachment or other encumbrance against any monies due or to become due under the Contract, and will not permit any other person to do so. It will immediately remove or obtain the removal of any lien, attachment or other encumbrance that is secured against any monies due or to become due under the Contract.

11.7 The Contractor will not advertise or otherwise make public for purposes of commercial advantage or goodwill that it has a contractual relationship with UNICEF or the United Nations. Except as regards references to the name of UNICEF for the purposes of annual reports or communication between the Parties and between the Contractor and its Personnel and sub-contractors, the Contractor will not, in any manner whatsoever use the name, emblem or official seal of UNICEF or the United Nations, or any abbreviation of the name of the United Nations, in connection with its business or otherwise without the prior written permission of UNICEF.

11.8 The Contract may be translated into languages other than English. The translated version of the Contract is for convenience only, and the English language version will govern in all circumstances.

11.9 No modification or change in the Contract, and no waiver of any of its provisions, nor any additional contractual relationship of any kind with the Contractor will be valid and enforceable against UNICEF unless set out in a written amendment to the Contract signed by an authorised official of UNICEF.

11.10 The provisions of Articles 2.14, 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 and 11.7 will survive provision of the Services and delivery of the Deliverables and the expiry or earlier termination of the Contract.